Ministère des Affaires Etrangères
Service de la Documentation

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, le 12 avril 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant des dispositions particulières relatives à la mise en disponibilité des agents de la carrière du service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 19 mai 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e april 1965 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bijzondere bepalingen betreffende het in disponibiliteit stellen van ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel", heeft de 19e mei 1965 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

A. L'article 66, alinéa 2, de la Constitution implique que le Roi est compétent pour fixer le statut des agents "de relation extérieure". Le Roi peut organiser pour ces agents tout régime de disponibilité qu'il estime opportun. Il peut même instituer pour eux un régime spécial de mise en disponibilité à titre définitif et par mesure générale, bien que semblable régime apporte une dérogation à la stabilité de l'emploi communément assurée aujourd'hui aux divers agents des services publics. Mais le Roi ne peut prendre une telle mesure que pour des motifs légalement admissibles.

Pour apprécier la légalité des motifs susceptibles de justifier l'exercice de la compétence dont il s'agit, le Conseil d'Etat doit se borner, lorsque le législateur s'est prononcé, à vérifier si ces motifs ont été considérés comme admissibles par le législateur dont les décisions souveraines échappent à sa censure. Tel paraît bien être le cas en l'espèce. En imposant à l'Exécutif de réaliser, en un délai ne pouvant excéder cinq années, l'équilibre linguistique à tous les

.../...

degrés de la hiérarchie au sein des services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères, le législateur du 2 août 1963 semble avoir reconnu que le Roi pouvait prendre la mesure en projet. Au surplus, à la séance de la Chambre des Représentants du 6 avril 1965 (après-midi), le Ministre des Affaires étrangères a clairement déclaré sans être contredit sur ce point : "Je suis d'accord pour essayer de diminuer le nombre de diplomates francophones. Un arrêté pourrait permettre à certains diplomates d'être mis en disponibilité. Ainsi de la place serait faite pour d'autres" (Compte rendu analytique, Chambre 6 avril 1965, page 508).

B. Le régime que le projet organise diffère profondément du régime ordinaire de la disponibilité. En effet, dans ce dernier régime, l'agent qui n'a pas atteint l'âge de la mise à la retraite reste à la disposition du Ministre et peut être rappelé en activité. Au contraire, selon les précisions données par les fonctionnaires compétents, l'expression "tout agent ... peut être mis définitivement en disponibilité", employée à l'article 1er du projet, doit être comprise dans son sens strict : l'agent mis en disponibilité par application de l'arrêté en projet ne pourra plus être rappelé en service.

.../...

C. Il résulte également des déclarations des fonctionnaires compétents que l'intention du Gouvernement est de permettre aux agents mis en disponibilité par application du projet de se livrer à de nouvelles activités professionnelles.

I. Il y a lieu de rechercher si cette intention du Gouvernement est compatible avec les textes en vigueur :

1° A supposer même que les agents mis en disponibilité selon le régime ordinaire restent, dans certains cas, soumis à l'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935, relatif au cumul en matière de fonctions et d'emplois publics, cet arrêté n'est pas applicable aux agents qui seront mis en disponibilité conformément au projet. En effet, par suite du caractère définitif de la mesure, ces agents doivent être considérés comme n'étant plus titulaires d'un emploi. Au surplus, pour justifier les interdictions établies par l'arrêté royal du 5 février 1935, le rapport au Roi invoquait notamment que "l'occupation accessoire peut exposer le fonctionnaire ou l'agent à être distrait de son service" ou "... pourrait exposer celui-ci à un conflit de devoirs". Ces motifs sont dépourvus de pertinence à l'égard des agents mis en disponibilité par application du projet qui non seulement n'exercent plus leurs fonctions mais, en outre, ne peuvent plus être appelés à les reprendre.

.../...

2° Nonobstant les considérations qui précèdent, le texte de l'article 50 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat fait surgir une difficulté. Cette disposition déclare, en effet, "incompatible avec la q alité d'agent de l'Etat, "tout mandat ou service même gratuit dans les affaires privées à but lucratif". L'article 3 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur rend applicable l'article 50 du statut du 2 octobre 1937 aux agents de la carrière du service extérieur.

Si même on peut contester que l'article 50 soit applicable aux agents mis en disponibilité, encore est-il préférable, pour prévenir des controverses, d'écarter cette application par une disposition expresse qui pourrait compléter l'article 10 du projet .

II. L'exclusion des dispositions relatives au cumul des fonctions n'entraîne pas nécessairement l'exclusion des dispositions relatives au cumul des traitements. On peut soutenir que "le traitement d'attente" accordé par l'arrêté en projet, qui est égal au traitement d'activité et qui varie, en principe, avec lui, reste un traitement au sens des dispositions relatives au cumul des traitements. Pour prévenir des difficultés, il est préférable de compléter également le projet par des dispositions énonçant de manière expresse la solution que le Gouvernement entend donner, dans les limites de sa compétence, à la question du cumul du traitement d'attente accordé par le projet avec d'autres traitements.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

I. A l'alinéa 3 du préambule, il est superflu de faire mention de la loi du 5 avril 1962 qui ne constitue en aucune manière le fondement légal du projet, et dont le lien avec la matière réglée par le projet n'est que fort indirect.

II. Le considérant n'est pas rédigé en termes suffisamment précis. Pour toutes les mesures relatives aux agents qui entraînent des dépenses, il y a évidemment lieu de "tenir compte à la fois des intérêts légitimes des agents et du souci de ne pas aggraver sans nécessité les charges de l'Etat ".

III. Pour satisfaire à l'article 24 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, il ne suffit pas que le projet soit contresigné par le Ministre, Adjoint aux Finances : il faut, en outre, que le préambule du projet fasse mention de l'accord de ce Ministre, avec indication de la date de cet accord.

Articles 11 et 12.

Il convient d'intervertir l'ordre de ces deux articles.

\+

\+ \+

Le projet appelle, en outre, quelques observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte ci-après :

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT DES DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVE A LA MISE EN DISPONIBILITE DES AGENTS DE LA CARRIERE DU SERVICE EXTERIEUR DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR.

Baudouin, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 17 février 1849 modifiant la loi sur les pensions civiles et ecclésiastiques, notamment l'article 2 modifié par l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934;

Vu la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, notamment l'article 36, § 5;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur;

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat;

.../...

Considérant qu'en vue d'assurer l'égalité numérique entre les agents de l'un et l'autre rôle linguistique dans la carrière du service extérieur dans le délai prévu par l'article 36, § 5,de la loi du 2 août 1963, il est nécessaire d'instituer à l'égard de ces agents un régime spécial de mise en disponibilité;

Vu l'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, donné le ... ;

Vu l'accord du Ministre, Adjoint aux Finances, donné le ... ;

Vu l'avis du comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères,et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Jusqu'au 1er janvier 1970, tout agent appartenant à une des trois classes administratives supérieures de la carrière du service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, peut, à sa demande ou même d'office, être mis définitivement en disponibilité conformément aux dispositions du présent arrêté.

.../...

Article 2.-

La mise en disponibilité à titre définitif est décidée, après avis du conseil de direction, par arrêté royal délibéré en conseil des Ministres.

Article 3.-

L'agent qui fait l'objet d'une proposition de mise en disponibilité à titre définitif est, à sa demande, entendu par le conseil de direction.

Article 4.-

L'agent mis définitivement en disponibilité perd ses titres à la promotion.

Il conserve néanmoins ses titres à l'avancement de traitement.

Article 5.-

L'agent mis définitivement en disponibilité perçoit un traitement d'attente égal au traitement d'activité dont il aurait bénéficié s'il était resté en activité de service en conservant le même grade.

Toutefois, en cas d'augmentation des traitements de l'échelle d'un grade, il y a lieu à une nouvelle fixation du traitement d'attente des agents ayant ce grade. Ce traitement d'attente est établi de l'accord du Ministre des Finances et du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions; il ne peut être supérieur au nouveau traitement d'activité dont l'agent aurait bénéficié s'il était resté en activité de service.

En cas de réduction des traitements de l'échelle d'un grade, il y a lieu à application de l'article 9 de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères.

.../...

Article 6.-

L'agent mis définitivement en disponibilité reste soumis aux dispositions concernant la mise à la retraite des agents soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Il ne peut être maintenu dans la position de disponibilité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Article 7.-

L'agent mis définitivement en disponibilité est tenu de comparaître chaque année devant le service de santé administratif, au cours du mois correspondant à celui de sa mise en disponibilité.

Si, dûment convoqué, l'agent s'abstient sans motif légitime de comparaître devant le service de santé administratif, le paiement de son traitement d'attente est suspendu jusqu'à sa comparution.

Article 8.-

L'agent mis définitivement en disponibilité est tenu de notifier à l'administration un domicile dans le Royaume, où peuvent lui être signifiées les décisions qui le concernent.

.../...

Article 9.-

L'agent qui aura été en activité de service pendant quinze ans au moins pourra être autorisé à conserver à son choix le titre honorifique de la dernière fonction qu'il a exercée à l'étranger ou à l'administration centrale.

Cette autorisation pourra être retirée par arrêté royal motivé.

Article 10.-

Les agents mis définitivement en disponibilité par application du présent arrêté ne sont pas soumis à l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat.

En outre, ils ne sont pas soumis à l'interdiction établie par l'article 50 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'article 3 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Article 11.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

.../...

Article 12.-

Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Le Ministre, Adjoint aux Finances,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Artikel 66, tweede lid, van de Grondwet impliceert dat de Koning bevoegd is tot het vaststellen van het statuut van de ambtenaren "bij de buitenlandse betrekkingen". De Koning kan voor hen iedere disponibiliteitsregeling vaststellen welke hij dienstig acht. Hij kan voor hen zelfs, bij algemene maatregel, een definitieve, speciale disponibiliteitsregeling invoeren, ook al komt die neer op een afwijking terzake van de vastheid van betrekking, die thans algemeen aan ambtenaren van openbare diensten gewaarborgd is. Dat kan echter alleen om wettelijk aanneembare redenen.

Om de redenen die de uitoefening van die bevoegdheid kunnen billijken, op hun wettigheid te toetsen, moet de Raad van State, als de wetgever zich eenmaal heeft uitgesproken, zich beperken tot de vraag of de wetgever, wiens onaantastbare beslissingen buiten zijn toetsing vallen, die redenen aanneembaar heeft geacht. Dat lijkt hier wel het geval te zijn. Waar de wetgever van 2 augustus 1963 de uitvoerende macht gelast, binnen ten hoogste vijf jaar taalevenwicht tot stand te brengen op alle trappen van de hiërarchie in de buitendiensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, lijkt hij erkend te hebben, dat de Koning de thans voorgestelde maatregel mocht nemen. Bovendien heeft de Minister van Buitenlandse Zaken tijdens de namiddagvergadering van de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 6 april 1965, duidelijk, en zonder op dat punt te worden tegengesproken, gezegd : "Ik ben bereid een poging aan te wenden om het aantal Franssprekende diplomaten te verminderen.

.../...

Sommige diplomaten zouden bij besluit ter beschikking kunnen worden gesteld. Zo zou plaats voor anderen vrijkomen" (Beknopt verslag, Kamer, 6 april 1965, blz. 524).

B. De regeling van het ontwerp verschilt grondig van de gewone disponibiliteitsregeling. In deze laatste blijft de ambtenaar die de pensioenleeftijd niet heeft bereikt, ter beschikking van de Minister en kan hij opnieuw in dienst worden geroepen. Naar de bevoegde ambtenaren hebben verklaard, moeten de woorden "Iedere ambtenaar ... kan ... definitief in disponibiliteit worden gesteld", in artikel 1 van het ontwerp, daarentegen in hun enge betekenis worden opgevat : de ambtenaar die krachtens het ontwerp-besluit ter beschikking is gesteld, zal niet meer in dienst kunnen worden geroepen.

C. Uit hetgeen de bevoegde ambtenaren hebben verklaard ,blijkt de Regering ook voornemens te zijn, de krachtens het ontwerp in disponibiliteit gestelde ambtenaren toe te staan een nieuwe beroepswerkzaamheid uit te oefenen.

I. Nagegaan moet worden, of dat voornemen van de Regering met de thans geldende teksten overeen te brengen is:

1° Het koninklijk besluit nr 87 van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie inzake openbare ambten en bedieningen, gesteld zelfs dat de volgens de gewone regeling ter beschikking gestelde ambtenaren er in sommige gevallen aan onderworpen blijven, zal geen toepassing vinden op ambtenaren die in disponibiliteit worden gesteld overeenkomstig het onderhavige ontwerp. Doordat de maatregel definitief is, moeten die ambtenaren worden geacht geen titularis meer te zijn van een ambt.

Om de verbodsbepalingen van het koninklijk besluit van 5 februari 1935 te verantwoorden, werd in het verslag aan de Koning onder meer aangevoerd, dat "de bijkomende betrekking ... de aandacht van de ambtenaar of beambte van zijn dienst kan afleiden" of hem "zou kunnen blootstellen aan een conflict van plichten". Die redenen gelden niet voor de ambtenaren die krachtens het ontwerp-besluit in disponibiliteit zullen worden gesteld ; niet alleen oefenen zij hun ambt niet langer uit, zij kunnen ook niet meer worden opgeroepen om het weder op te nemen.

2° Desondanks blijft er een moeilijkheid. Artikel 50 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel verklaart "met de hoedanigheid van Rijksambtenaar onverenigbaar elke, zelfs onbezoldigde opdracht of dienst, in particuliere zaken met winstoogmerken". Artikel 3 van het koninkli besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel verklaart artikel 50 van het statuut van 2 oktober 1937 toepasselijk op de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst.

Zelfs al kan worden betwist, of artikel 50 op ambtenaren in disponibiliteit van toepassing is, dan nog verdient het de voorkeur controversen te voorkomen en die toepassing uit te sluiten door een uitdrukkelijke bepaling, die artikel 10 van het ontwerp zou aanvullen.

.../...

II. Zijn de bepalingen betreffende de cumulatie van ambten buiten toepassing gesteld, de bepalingen betreffende de weddecumulatie zijn het daarom nog niet noodzakelijk. Er kan worden betoogd, dat het door het ontwerp-besluit toegekende "wachtgeld", dat gelijk is aan de activiteitswedde en in beginsel met die wedde schommelt, een wedde blijft in de zin van de bepalingen betreffende de weddecumulatie. Om moeilijkheden te voorkomen, verdient het aanbeveling, het ontwerp ook aan te vullen met bepalingen waarin met zoveel woorden wordt gezegd welke oplossing de Regering, binnen de grenzen van haar bevoegdheid, wenst te geven aan het vraagstuk van de cumulatie van het door het ontwerp toegekende wachtgeld met andere wedden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

I. Het is overbodig in het derde lid van de aanhef melding te maken van de wet van 5 april 1962, die hoegenaamd geen rechtsgrond oplevert voor het ontwerp en alleen zijdelings enig verband houdt met de stof van het ontwerp.

II. De considerans laat aan duidelijkheid te wensen over. Voor alle maatregelen in verband met ambtenaren, die uitgaven kunnen meebrengen, spreekt het vanzelf dat "rekening wordt gehouden met de rechtmatige belangen der ambtenaren en met de bekommernis de lasten van de Staat niet zonder noodzakelijkheid te verzwaren".

III. Ter voldoening aan artikel 24 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole is het niet voldoende dat de Minister, Adjunct voor Financiën, het ontwerp medeondertekent. De aanhef van het ontwerp moet het akkoord van die Minister, met de datum, vermelden.

Artikelen 11 en 12.

De volgorde van die artikelen moet worden omgekeerd.

\+
\+ \+

Ook over de vorm van het ontwerp zijn een aantal opmerkingen te maken. Zij zijn in de hierna voorgestelde tekst verwerkt.

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE BIJZONDERE BEPALINGEN BETREFFENDE HET IN DISPONIBILITEIT STELLEN VAN AMBTENAREN VAN DE CARRIERE BUITENLANDSE DIENST VAN HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 17 februari 1849 houdende wijziging van de wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 16 van 15 oktober 1934;

Gelet op de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, inzonderheid op artikel 36, § 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de stand disponibiliteit van het Rijkspersoneel;

.../...

Overwegende dat, ten einde de numerieke gelijkheid tussen de ambtenaren van beide taalrollen in de carrière buitenlandse dienst tot stand te brengen binnen de termijn bepaald in artikel 36, § 5, van de wet van 2 augustus 1963, voor die ambtenaren een bijzondere disponibiliteitsregeling moet worden vastgesteld;

Gelet op het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, gegeven op ...;

Gelet op het akkoord van de Minister, Adjunct voor Financiën, gegeven op ...;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Buitenlandse Zaken, en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Tot 1 januari 1970 kan iedere ambtenaar die behoort tot een van de drie hogere administratieve klassen van de carrière buitenlandse dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, op zijn verzoek of zelfs van ambtswege, definitief in disponibiliteit worden gesteld overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

.../...

Artikel 2.-

Over de definitieve disponibiliteit wordt na advies van de directieraad beslist bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Artikel 3.-

De ambtenaar wiens definitieve disponibiliteit is voorgesteld, wordt op zijn verzoek door de directieraad gehoord.

Artikel 4.-

De definitief in disponibiliteit gestelde ambtenaar verliest zijn aanspraken op bevordering.

Hij behoudt nochtans zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde.

Artikel 5.-

De definitief in disponibiliteit gestelde ambtenaar ontvangt een wachtgeld dat gelijk is aan de activiteitswedde welke hij zou hebben genoten als hij, met dezelfde graad, in actieve dienst was gebleven.

Ingeval echter de wedden van de schaal van een graad worden verhoogd, moet het wachtgeld van de ambtenaren van die graad opnieuw worden vastgesteld. Dat wachtgeld wordt vastgesteld met het akkoord van de Minister van Financiën en van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort; het mag echter niet meer bedragen dan de nieuwe activiteitswedde welke de ambtenaar zou hebben genoten als hij in actieve dienst was gebleven.

Ingeval de wedden van de schaal van een graad worden verlaagd, moet toepassing worden gemaakt van artikel 9 van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries.

Artikel 6.-

De definitief in disponibiliteit gestelde ambtenaar blijft onderworpen aan de bepalingen betreffende de inruststelling van de ambtenaren op wie het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel van toepassing is.

Hij kan echter niet in de stand disponibiliteit gehouden worden wanneer hij voldoet aan de vereisten om een rustpensioen te verkrijgen.

Artikel 7.-

De definitief in disponibiliteit gestelde ambtenaar is ertoe gehouden ieder jaar voor de administratieve gezondheidsdienst te verschijnen in de loop van de maand overeenstemmend met die waarin hij in disponibiliteit werd gesteld.

Laat de behoorlijk opgeroepen ambtenaar zonder wettige reden na, voor de administratieve gezondheidsdienst te verschijnen, dan wordt de uitkering van zijn wachtgeld geschorst tot hij verschijnt.

Artikel 8.-

De definitief in disponibiliteit gestelde ambtenaar is ertoe gehouden een woonplaats binnen het Rijk, waar de hem betreffende beslissingen hem kunnen betekend worden, aan de administratie bekend te maken.

.../...

Artikel 9.-

De ambtenaar die ten minste vijftien jaar werkelijke dienst heeft verricht, kan gemachtigd worden, naar keuze, de eretitel te voeren van het ambt dat hij het laatst uitgeoefend heeft in het buitenland of bij het hoofdbestuur.

Die machtiging kan bij met redenen omkleed koninklijk besluit worden ingetrokken.

Artikel 10.-

De ambtenaren die op grond van dit besluit definitief in disponibiliteit zijn gesteld, vallen niet onder het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de stand disponibiliteit van het Rijkspersoneel.

Zij vallen evenmin onder het verbod van artikel 50 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel en van artikel 3 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.

Artikel 11.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

.../...

Artikel 12.-

Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegen te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister, Adjunct voor Financiën,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président, eerste voorzitter,	
	G. HOLOYE,	conseillers d'Etat,	
	J. MASQUELIN,	staatsraden,	
	P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation,	
	P. DE VISSCHER,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.